

STOP À LA BAISSSE DU POUVOIR D'ACHAT

IL FAUT Des rémunérations revalorisées
Des emplois publics de qualité répondant aux besoins
dans tous les secteurs

Le SNES-FSU appelle à la

Grève nationale

jeudi 15 mai 2014

dans l'Éducation nationale

POUR

- la fin du gel du point d'indice et des mesures immédiates pour nos carrières ;
 - l'augmentation des salaires et la refonte de nos grilles indiciaires ;
 - la diminution de la charge de travail ;
- la diminution des effectifs par classe et l'augmentation des dédoublements ;
 - des créations de postes au-delà des 54 000 promis ;
 - la fin des méthodes managériales.

Dans l'Éducation nationale L'austérité c'est :

→ Sept ans de gel de la valeur du point d'indice ?

Au lieu de répondre à nos revendications, le gouvernement annonce la poursuite du gel du point pendant trois ans supplémentaires.

→ Une perte de pouvoir d'achat depuis 2000 équivalente à 2 mois de salaire par an

Les effets conjugués de la faible revalorisation du point de 2000 à 2010, du gel depuis juillet 2010 et de l'augmentation des retenues pour pension ont conduit à ce que le pouvoir d'achat annuel d'un enseignant aujourd'hui correspond au pouvoir d'achat acquis en dix mois par un enseignant au même échelon en 2000. Injustifiable !

→ Des règles d'avancement certes maintenues mais qui reviennent à remonter un escalator qui descend

Sans revalorisation du point d'indice, l'augmentation de pouvoir d'achat attendue est largement érodée par la hausse des prix. Un certifié qui venait d'atteindre le 6^e échelon en 2008, puis est passé au choix au 7^e en 2011 a, en 2014, le même pouvoir d'achat que celui qu'il avait en 2008, et ce malgré sa promotion.

→ Un début de carrière des certifiés à 1,12 Smic en 2014 alors qu'il était de 1,36 en 2000, pour un concours à bac + 4. La baisse d'attractivité qui en découle est une explication majeure de la crise de recrutement auquel le second degré doit faire face.

→ Des créations de postes insuffisantes pour répondre à la hausse des effectifs scolarisés. Comment dans ces conditions assurer l'indispensable amélioration des conditions de travail des personnels et d'étude des élèves ?

**POUR LE DÉVELOPPEMENT DU SERVICE PUBLIC D'ÉDUCATION,
REFUSONS L'AUSTÉRITÉ**

Le jeudi 15 mai
en grève avec le SNES-FSU